

**ARRÊTE PERMANENT N° 068-2025**

portant interdiction de stationner sur la placette située à l'intersection de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Four

Le Maire,

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment son article L131.1,**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2231-1, L2213-2 à L2213-4 (police de circulation et du stationnement) ;**Vu** le code de la route et notamment les articles 411-8 et 411-25 ;**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-4 partie-signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifié le 6 novembre 1992 ;**Considérant** que la placette située à l'intersection de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Four ne comporte aucun emplacement de stationnement matérialisé,**Considérant** que le stationnement de véhicules sur ladite placette entrave la circulation, gêne les riverains et dénature l'usage prévu de cet espace,**ARRÊTE****Article 1 :** À compter du lundi 22 septembre 2025, le stationnement de tout véhicule est strictement interdit sur la placette située à l'intersection de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Four, sur le territoire de la commune de Catllar.**Article 2 :** Tout véhicule en infraction à cette interdiction pourra faire l'objet d'une verbalisation conformément aux dispositions du code de la route.**Article 3 :** L'interdiction de stationner sera matérialisée par une ligne jaune, conformément à l'article R417-2 du Code de la route. Cette signalisation au sol vaut interdiction permanente de stationner.**Article 4 :** Le présent arrêté est permanent et entre en vigueur à compter de sa publication.**Article 5 :** Madame le Maire, la police municipale, la Brigade de Gendarmerie de Prades sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux auprès du Maire, soit d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

**Publié le 19 septembre 2025**

Certifié exécutoire

Fait à Catllar le 19 septembre 2025,

Le Maire,

Josette PUJOL.

